

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 50 fr.		30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif 60 fr.		35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée; moitié prix; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Le Gouverneur, Commissaire de France, remercie vivement toutes les personnes qui ont bien voulu lui transmettre leurs vœux à l'occasion de la nouvelle année, et leur adresse en retour ses souhaits les plus cordiaux pour eux et leurs familles.

A l'occasion de la nouvelle année le Gouverneur, Commissaire de France au Togo, a adressé au Gouverneur général de l'Afrique occidentale française le télégramme suivant :

Lomé, le 29 décembre 1942

Commissaire France

A GUGAL DAKAR

N° 698 Cab. — Interprète sentiments de tous, Français, chefs, notables et populations du Territoire, vous prie bien vouloir agréer pour vous-même et pour le Général GIRAUD Haut-Commissaire Afrique française nos très respectueux souhaits pour l'année 1943 *stop* Le Togo dans l'adversité qui accable la France tout entière continuera à vous donner bel exemple de discipline inspirée par l'intérêt suprême de la Patrie *stop*. Je vous confirme notre détermination de vous suivre sur le chemin que vous avez tracé et de contribuer pour notre part à atteindre le but que l'Empire d'Afrique avec l'aide de nos alliés s'est assigné : la libération de tout le patrimoine national tel que nous le léguèrent les vainqueurs de Verdun.

P. SALICETI.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

10 août	— Décret relatif au montant maximum des achats sur simple facture pour le compte des services militaires coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 717 Cab. du 18 décembre 1942)	3
13 août	— Arrêté ministériel relatif à la suspension de l'obligation de prendre l'avis de tous organismes consultatifs relevant de l'instruction publique dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat. (Arrêté de promulgation n° 718 Cab. du 18 décembre 1942)	3
26 août	— Décret portant création et organisation d'un service antiacridien en Afrique française. (Arrêté de promulgation n° 719 Cab. du 18 décembre 1942)	3
2 septembre	— Décret étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, la loi du 12 juin 1942 réprimant la perte ou la détérioration des denrées alimentaires. (Arrêté de promulgation n° 720 Cab. du 18 décembre 1942)	4
6 septembre	— Loi modifiant l'article 192 du code de justice militaire pour l'armée de terre. (Arrêté de promulgation n° 721 Cab. du 18 décembre 1942)	5
8 septembre	— Décret substituant l'appellation « service de l'élevage et des industries annexes » à celle de « service vétérinaire » dans les possessions françaises d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 722 Cab. du 18 décembre 1942)	5
8 septembre	— Décret portant création d'une direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo. (Arrêté de promulgation n° 723 Cab. du 18 décembre 1942)	5

10 septembre	— Décret portant réorganisation du service des eaux et forêts aux colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 724 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	6
15 septembre	— Décret relatif aux règles d'allocation des accessoires de solde au personnel colonial. (<i>Arrêté de promulgation n° 728 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	10
17 septembre	— Décret modifiant le décret du 26 juin 1941 portant création de la médaille du mérite de l'Afrique Noire française. (<i>Arrêté de promulgation n° 725 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	10
13 octobre	— Arrêté ministériel abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 94 du décret du 2 mars 1910 (indemnité de départ colonial). (<i>Arrêté de promulgation n° 729 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	11
15 octobre	— Décret rendant applicables dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française les dispositions de l'article 34 de la loi de finances du 31 décembre 1941. (<i>Arrêté de promulgation n° 726 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	11
15 octobre	— Arrêté ministériel modifiant l'article 93 du décret du 2 mars 1910 (indemnité de zone). (<i>Arrêté de promulgation n° 730 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	12
24 octobre	— Arrêté ministériel complétant le tableau 1 annexé à l'article 90 du décret du 2 mars 1910 (supplément de fonctions du chef du service de la défense passive). (<i>Arrêté de promulgation n° 731 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	12
26 octobre	— Arrêté ministériel modifiant l'article 90 bis du décret du 2 mars 1910 (indemnités et gratifications pour travaux et heures supplémentaires). (<i>Arrêté de promulgation n° 732 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	12
28 octobre	— Loi étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, la loi du 13 juin 1942 complétant les articles 2 et 3 de la loi du 13 août 1940 relative à l'interdiction des sociétés secrètes. (<i>Arrêté de promulgation n° 741 Cab. du 24 décembre 1942</i>)	13
24 novembre	— Décret étendant au Togo les dispositions du décret du 29 décembre 1941 réformant le régime de l'interdiction de séjour en A. O. F. (<i>Arrêté de promulgation n° 727 Cab. du 18 décembre 1942</i>)	14

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

1942

24 novembre	— N° 4.157 s. E. — Arrêté général appliquant à certains tissus et aux mouchoirs de tête de toutes sortes, confectionnés ou non, les opérations de péréquation prévues par l'arrêté n° 492 s. E. c. du 4 février 1942.	15
-------------	---	----

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

13 décembre	— N° 705 A. E. — Arrêté complétant l'arrêté n° 667 A. E. du 29 novembre 1942 fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité	16
15 décembre	— N° 709 A. E. — Arrêté fixant les prix d'achat des différentes variétés de café	16
15 décembre	— N° 711 A. E. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 249 du 30 avril 1942 fixant à nouveau le prix nu-bas-cule du maïs et les prix d'achat minima à payer aux producteurs.	17
15 décembre	— N° 713 T. P. — Arrêté fixant le taux de l'allocation d'entretien des élèves de l'internat de l'école professionnelle de Sokodé	17
17 décembre	— N° 714 F. — Arrêté fixant pour l'année 1943 le montant de la quote-part à verser par les sociétés indigènes de prévoyance au fonds commun.	17
17 décembre	— N° 715 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant à nouveau les modalités de vente de certaines marchandises d'importation et prescrivant la déclaration des stocks de ces marchandises	17
18 décembre	— N° 716 A. E. — Arrêté relatif à la sortie de certains produits de la subdivision de Klouto (cercle du Centre).	18
19 décembre	— N° 733 A. P. A. — Arrêté portant constitution du cercle de Mango.	18
19 décembre	— N° 734 A. P. A. — Arrêté portant création de juridictions indigènes dans le cercle de Mango.	19
21 décembre	— N° 735 A. P. A. — Arrêté portant réorganisation financière des communes-mixtes au Togo.	19
21 décembre	— N° 736 F. — Arrêté portant approbation du budget de la chambre de commerce du Togo — exercice 1943.	20
23 décembre	— N° 738 F. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 535 F. du 29 septembre 1942, autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer en 1943 des centimes additionnels au principal des contributions directes et lui attribuant certaines recettes.	20
Personnel		20
Divers		21

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	22
----------	----

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Achat pour le compte des services militaires coloniaux**

N° 717 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 10 août 1942 relatif au montant maximum des achats sur simple facture pour le compte des services militaires coloniaux.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique;

Vu le règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses des ministères de la marine et des colonies;

Vu le décret du 18 novembre 1882 relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat, complété par le décret du 6 avril 1942;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1913 relatif aux achats directs à effectuer aux colonies, modifié par le décret du 17 septembre 1926;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation au principe posé par l'article 22 du décret du 18 novembre 1882, complété par le décret du 6 avril 1942 concernant les objets à livrer immédiatement, les services militaires préalablement autorisés par le secrétaire d'Etat aux colonies pourront procéder à des achats de grains et fourrages sur simple facture jusqu'à concurrence de 80.000 francs.

ART. 2. — Les dispositions de l'article premier s'entendent de tous les achats de l'espèce effectués pour le compte du secrétariat d'Etat aux colonies, quel que soit le lieu de réalisation.

ART. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 10 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIÉ.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Pierre CATHALA.

Instruction publique

N° 718 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 13 août 1942 relatif à la suspension de l'obligation de prendre l'avis de tous organismes consultatifs relevant de l'instruction publique dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 12 juillet 1940 permettant de suspendre les dispositions prévoyant l'avis d'un organisme consultatif;

Vu la loi du 11 juillet 1942 prorogeant les dispositions de la loi du 12 juillet 1940;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est suspendue dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies jusqu'au 12 juillet 1943, l'application des dispositions prévoyant l'obligation de prendre l'avis de tous organismes consultatifs relevant de l'instruction publique.

Fait à Vichy, le 13 août 1942.

Jules BRÉVIÉ.

Service antiacridien

N° 719 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 26 août 1942 portant création et organisation d'un service antiacridien en Afrique française.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 1^{er} août 1921 organisant le cadre des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies, ensemble les textes qui l'ont modifié, et notamment le décret du 8 juin 1937;

Vu le décret du 30 mai 1940 organisant la section technique d'agriculture tropicale;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — En vue d'organiser en Afrique française la protection contre les invasions d'acridiens et les dangers pouvant résulter de leur pullulation et de leurs migrations vers les colonies de ce groupe et les pays limitrophes, il est créé au Haut-Commissariat de l'Afrique française un service antiacridien, rattaché à la direction générale des services économiques.

ART. 2. — Ce service comprend, outre un service central siégeant à Dakar, des centres de surveillance des aires grégaires subdivisés en zones dont le nombre, l'aire d'action et les moyens sont fixés conformément aux dispositions de l'article 5 du présent décret.

ART. 3. — Le chef du service antiacridien est désigné par le haut-commissaire de l'Afrique française, après avis du comité d'études de la biologie des acridiens.

Il est chargé d'assurer le fonctionnement du service, il propose toutes mesures à prendre ou instructions à adresser en vue de mettre en œuvre ou d'améliorer les moyens de lutte contre les acridiens.

En vue d'assurer une liaison efficace avec les organismes intéressés du département : section technique d'agriculture tropicale et service des affaires scientifiques et avec le comité d'études de la biologie des acridiens, il peut être annuellement chargé de mission auprès d'eux par le haut-commissaire de l'Afrique française.

Le chef du service antiacridien appartiendra en principe au cadre des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies.

ART. 4. — Le chef du service est assisté d'un adjoint choisi parmi les assistants ou les chefs de travaux de laboratoire des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies. Cet adjoint assure le fonctionnement du service en l'absence de son chef.

Centres de surveillance des aires grégarigènes

ART. 5. — Les centres de surveillance des aires grégarigènes sont chargés de la lutte contre les acridiens par destruction des bandes en formation dans leurs foyers de pullulation. Ils effectuent en outre toutes recherches et observations utiles sur la biologie des acridiens et sur les moyens de lutte contre ces insectes, conformément aux directives qui leur sont données par le chef du service antiacridien.

Les centres de surveillance des aires grégarigènes sont organisés par arrêté du haut-commissaire de l'Afrique française, approuvé par le secrétaire d'Etat aux colonies, après avis du comité d'études de la biologie des acridiens.

ART. 6. — Le personnel technique des centres de surveillance des aires grégarigènes est composé d'agents spécialement formés et recrutés conformément aux dispositions du décret du 8 juin 1937, concernant l'organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies.

Il comprend dans chaque centre un chef de centre et des chefs de zone.

ART. 7. — Tous les services locaux : administration générale, agriculture, élevage, forêts, etc., continuent à être chargés de l'observation, de la signalisation et de la destruction des bandes d'acridiens menaçant ou attaquant directement les cultures.

ART. 8. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 26 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Denrées alimentaires

N° 720 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 2 septembre 1942 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, la loi du 12 juin 1942 réprimant la perte ou la détérioration des denrées alimentaires.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 12 juin 1942 réprimant la perte ou la détérioration des denrées alimentaires;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 12 juin 1942 susvisée est rendue applicable aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 2 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

LOI du 12 juin 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 100.000 francs à 5 millions de francs quiconque aura, par malveillance ou dans l'intention d'agir sur les cours desdites denrées, fait ou laissé périr, corrompre ou disparaître des denrées alimentaires :

1^o — Soit faute de les avoir vendues, mises en vente ou livrées à la consommation en temps utile, alors qu'il en avait le droit ou le pouvoir;

2^o — Soit pour en avoir interdit le transport, la vente, la distribution ou la consommation en temps opportun ou faute d'avoir autorisé ces opérations à temps.

ART. 2. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 1.000 à 100.000 francs quiconque, soit dans les conditions énumérées aux paragraphes 1^o et 2^o de l'article précédent, soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence, impéritie, défaut de soins, de précautions ou inobservation des prescriptions réglementaires, soit faute d'avoir consommé ou fait consommer à temps les stocks qu'il avait constitués pour sa consommation personnelle ou familiale, aura fait ou laissé périr, corrompre ou disparaître des denrées alimentaires.

Toutefois, la peine sera un emprisonnement de six mois à cinq ans et l'amende de 10.000 à 500.000 frs. si le coupable est un fonctionnaire civil ou militaire, un agent de l'Etat, d'une administration publique, d'un organisme chargé des opérations de ravitaillement ou encore un citoyen investi d'un mandat ou d'une mission officielle et responsable du ramassage, du transport, de la conservation, de la répartition ou de la distribution des denrées.

ART. 3. — Les dispositions de la loi du 26 mars 1891 ne sont pas applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 12 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le chef du gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

Justice militaire

N° 721 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 6 septembre 1942 modifiant l'article 192 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 192 du code de justice militaire pour l'armée de terre est abrogé et remplacé par le suivant :

« La dégradation militaire est une peine accessoire aux peines criminelles prononcées contre un militaire, en vertu des lois pénales ordinaires ou du présent code; toutefois, la peine de mort prononcée par application du présent code n'entraîne la dégradation militaire que dans les cas où le code le mentionne. La dégradation militaire est toujours la conséquence de la dégradation civile ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 6 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le général de corps d'armée,

secrétaire d'Etat à la guerre,

Général BRIDOUX.

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Joseph BARTHÉLEMY.

Le général de division aérienne,

secrétaire d'Etat à l'aviation,

Général JANNEKEYN.

Service de l'élevage et des industries annexes

N° 722 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 8 septembre 1942 substituant l'appellation « Service de l'élevage et des industries annexes » à celle de « Service vétérinaire » dans les possessions françaises d'outre-mer.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 24 mars 1939 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le service vétérinaire, dans les possessions françaises d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, s'appellera désormais « Service de l'élevage et des industries annexes ».

Cette appellation est substituée à celle de « service vétérinaire » dans les articles 1^{er} (§ 1^{er}), 2 (§§ 1^{er} dernier), 5 (§ 1^{er}) du décret du 24 mars 1939 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 8 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVÉ.

Direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo

N° 723 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 8 septembre 1942 portant création d'une direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel colonial et les modificatifs subséquents notamment les décrets des 11 octobre 1934 et 23 juillet 1937;

Vu le décret du 4 août 1912 créant en Afrique occidentale française une inspection générale des travaux publics et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel et tous actes ultérieurs le modifiant;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé auprès du Haut-Commissariat de l'Afrique française une direction générale des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo.

ART. 2. — L'inspecteur général des travaux publics en fonctions prend le titre de directeur général des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Il reçoit la solde afférente à son grade dans le cadre général des travaux publics des colonies, ainsi que les accessoires de solde, allocations ou indemnités diverses de toute nature, prévus par les textes en vigueur.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article 2 du décret du 9 mai 1936, les attributions du directeur général, l'organisation et le fonctionnement de ses services, seront définis par des arrêtés pris en commission permanente du conseil de gouvernement par le haut-commissaire de l'Afrique française.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions, notamment le décret susvisé du 4 août 1912, contraires au présent décret, qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1943.

Fait à Vichy, le 8 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVÉ.

Service des eaux et forêts

N° 724 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 10 septembre 1942 portant réorganisation du service des eaux et forêts aux colonies.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacements et les passages du personnel relevant du ministère des colonies, ainsi que tous les textes subséquents pris en modification ou en complément de ces deux décrets;

Vu l'article 33 de la loi de finances du 30 décembre 1913;

Vu la loi du 14 avril 1924 et les lois subséquentes portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale de retraites et les actes rectificatifs subséquents;

Vu le décret du 12 février 1938 organisant le service des eaux et forêts aux colonies ainsi que le décret du 21 juin 1939 qui l'a modifié;

Vu le décret du 7 août 1939 fixant les conditions de détachement aux colonies des officiers des eaux et forêts du cadre métropolitain et algérien, ainsi que le recrutement et l'instruction du personnel forestier colonial à l'école nationale des eaux et forêts;

Vu le décret du 30 mai 1940, modifié par le décret du 27 octobre 1941, organisant la section technique d'agriculture coloniale;

Vu le décret du 26 novembre 1940, organisant l'enseignement forestier colonial dans la métropole;

Sur le rapport du secrétaire d'État aux colonies;

DECRETONS :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Dans tous les territoires relevant du secrétariat d'État aux colonies, le service des eaux et forêts a pour attribution principale l'administration générale du domaine forestier. Il est chargé :

De la constitution, de la délimitation, de la conservation et de la gestion du domaine forestier de l'État, des colonies et des diverses collectivités publiques et indigènes;

De la détermination des périmètres de reboisement ou de restauration végétale et des travaux à y effectuer;

De la protection et de la restauration des sols;

De la protection et du contrôle de l'exploitation des produits forestiers des diverses formations végétales du domaine public ou privé de l'État, des colonies et des diverses collectivités publiques et indigènes;

Du classement et de la surveillance des parcs nationaux, réserves naturelles intégrales et toutes autres réserves des flores et faunes autochtones;

De l'organisation et de la surveillance des chasses et de la pêche fluviale ou lacustre;

De la pisciculture;

De la régularisation ou de l'amélioration générale du régime des eaux autres que celles des rivières canalisées ou navigables. En liaison avec d'autres services, notamment celui des travaux publics, il devra étudier et réaliser les mesures de défense ou d'amélioration reconnues nécessaires.

Les actes juridiques ou administratifs relatifs soit à la propriété ou à l'aliénation temporaire ou définitive du domaine, soit à sa gestion financière, restent de

la compétence du service des domaines ou du service de l'artillerie s'il s'agit du domaine militaire. Toutefois, l'avis du service des eaux et forêts est obligatoire à l'appui de toute proposition d'acte de disposition définitive ou temporaire d'une partie du domaine public ou privé forestier et notamment en matière de périmètre de colonisation et de concession.

Ces avis indiquent en les motivant les clauses de sauvegarde à insérer éventuellement dans les actes de disposition ou les cahiers des charges.

D'une manière générale, le service des eaux et forêts procède à l'étude de toutes les questions se rapportant aux objets ci-dessus. Il veille à l'application des règlements les concernant. Il est chargé de la répression des infractions en matière forestière, de chasse et de pêche.

ART. 2. — Le personnel des eaux et forêts des colonies comprend :

a) Un cadre général d'officiers pouvant être affectés indistinctement dans tous les territoires où s'applique le présent décret;

b) Les cadres locaux spéciaux à chaque colonie ou groupe de colonies formés d'agents européens ou assimilés;

c) Des cadres locaux auxiliaires formés uniquement d'agents indigènes ne pouvant servir que dans la colonie ou dans le groupe de colonies où ils ont été recrutés.

Les cadres locaux et auxiliaires seront organisés par les chefs de territoire suivant les directives données par le département.

Les agents des cadres locaux et auxiliaires sont toujours subordonnés, quel que soit leur grade, aux fonctionnaires du cadre général.

ART. 3. — La hiérarchie, les soldes de présence, le classement au point de vue des déplacements et du traitement dans les hôpitaux, le pourcentage dans les différents grades de fonctionnaires du cadre général sont fixés ainsi qu'il suit :

GRADES ET CLASSES	SOLDES de présence	CLASSEMENT au point de vue des déplacements	PÉRIÉQUATION
	frs.		
Inspecteur général de :			
1 ^{re} classe	75.000	1 ^{re} catég. A.	Pas de péréquation
2 ^e classe	70.000	Idem.	
Conservateur après trois ans	67.000	1 ^{re} catég. B.	14 p. 100
Conservateur avant trois ans	65.000	Idem.	
Inspecteur principal de 1 ^{re} classe après six ans	65.000	Idem.	
Inspecteur principal de 1 ^{re} classe après trois ans	62.000	Idem.	
Inspecteur principal de 1 ^{re} classe avant trois ans	57.000	Idem.	42 p. 100
Inspecteur principal de 2 ^e classe	51.000	Idem.	
Inspecteur de 1 ^{re} classe après quatre ans	46.000	Idem.	
Inspecteur de 1 ^{re} classe avant quatre ans	42.000	Idem.	
Inspecteur de 2 ^e classe	37.500	Idem.	44 p. 100
Inspecteur de 3 ^e classe	33.000	Idem.	
Inspecteur adjoint de 1 ^{re} classe :			
Après quatre ans	30.000	2 ^e catégorie	
Avant quatre ans	26.000	Idem.	44 p. 100
Inspecteur adjoint de 2 ^e classe	21.000	Idem.	
Inspecteur adjoint de 3 ^e classe	18.000	Idem.	
Inspecteur adjoint stagiaire	15.000	Idem.	

Les inspecteurs-adjoints bien que compris dans la 2^e catégorie voyagent en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou assimilés (domesticité, bagages, etc.).

Le grade de conservateur ne peut être donné qu'aux inspecteurs principaux de 1^{re} classe titulaires du diplôme d'ingénieur des eaux et forêts promus depuis deux ans au moins, réunissant tant dans leur grade que dans les grades inférieurs, en une ou plusieurs périodes, un minimum de six années de présence dans les cadres forestiers coloniaux, dont trois passées effectivement aux colonies et remplissant au surplus, soit auprès des gouverneurs généraux des fonctions d'inspecteur des services locaux, soit auprès des chefs de colonie les fonctions de chef du service des eaux et forêts.

Le grade d'inspecteur général ne peut être attribué qu'aux conservateurs comptant dans leur grade au moins deux ans d'ancienneté.

ART. 4. — Les fonctionnaires du cadre général sont soumis, en ce qui concerne le supplément colonial et les indemnités diverses, aux règlements sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

ART. 5. — L'effectif du cadre général des eaux et forêts des colonies est fixé par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

L'effectif des inspecteurs généraux ne pourra pas être supérieur à trois, dont un exerçant les fonctions de conseiller technique pour les forêts au secrétariat d'Etat aux colonies, un pour l'Indochine et un pour l'Afrique occidentale française. L'effectif des conservateurs ne pourra pas être supérieur à huit, dont trois pour l'Indochine, deux pour l'A. O. F.; un pour l'A. E. F., un pour le Cameroun et un pour Madagascar.

ART. 6. — Le conseiller technique pour les forêts du secrétariat d'Etat aux colonies exerce ses fonctions sous l'autorité du directeur des affaires économiques.

Ses attributions s'étendent à toutes les questions ressortissant aux forêts, aux exploitations forestières, aux industries du bois et des produits forestiers, à la pêche fluviale et à la chasse aux colonies.

Il dirige les établissements et laboratoires métropolitains de recherches techniques forestiers du secrétariat d'Etat aux colonies ainsi que l'enseignement et les stages organisés par ce département pour la formation du personnel forestier colonial.

Ses attributions comportent notamment :

Direction générale des plans d'étude et contrôle technique de tous les établissements de recherches forestières créés dans les colonies;

Contrôle technique des services forestiers locaux aux colonies;

Avis concernant le recrutement et la répartition du personnel, l'organisation des cadres.

Des fonctionnaires des cadres forestiers peuvent être détachés à la section forestière de la direction des affaires économiques du secrétariat d'Etat aux colonies dans les conditions prévues au présent décret.

ART. 7. — Dans l'ensemble des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, le service des eaux et forêts est assuré par le personnel technique organisé conformément aux dispositions du présent décret. Des arrêtés généraux ou locaux, soumis à l'approbation du secrétaire d'Etat aux colonies, organiseront le service des eaux et forêts dans chacun des territoires intéressés. Ce service est dirigé par un officier du cadre des eaux et forêts des colonies.

ART. 8. — Dans les gouvernements généraux de l'Indochine et de l'Afrique occidentale française, les inspecteurs généraux des eaux et forêts ou, à défaut, des conservateurs exerçant des fonctions d'inspecteur général, centralisent les études d'ensemble ayant trait à toutes les questions relatives aux forêts, à la pêche et à la chasse. Ils sont conseillers techniques des gouverneurs généraux. Ils établissent les règles générales à observer en matière de sylviculture, de défense contre les feux, d'aménagement des forêts, etc. Ils contrôlent les services locaux au cours de missions d'inspection.

TITRE II

Recrutement

ART. 9. — Des officiers des eaux et forêts du cadre métropolitain et algérien, titulaires du diplôme d'ingénieur des eaux et forêts, peuvent être détachés dans le cadre général des eaux et forêts des colonies dans des conditions fixées par décret rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies et du secrétaire d'Etat à l'agriculture.

ART. 10. — Des officiers des eaux et forêts du cadre métropolitain et algérien, titulaires du diplôme d'ingénieur des eaux et forêts, peuvent être autorisés à permuter avec des officiers des eaux et forêts du cadre général des colonies dans les conditions fixées par décret rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies et du secrétaire d'Etat à l'agriculture.

ART. 11. — Exception faite du recrutement prévu aux deux précédents articles, les officiers du cadre général des eaux et forêts des colonies se recrutent exclusivement parmi les élèves de l'école nationale des eaux et forêts admis au titre colonial et qui, après en avoir subi tous les cours et exercices pratiques, ont satisfait aux examens de sortie et obtenu le diplôme d'ingénieur des eaux et forêts.

Pour être admis dans le cadre général des eaux et forêts des colonies, les candidats doivent, s'ils n'appartiennent pas déjà à une autre administration de l'Etat ou des colonies, remplir les conditions générales suivantes :

1^o — Satisfaire aux conditions imposées pour l'accès aux fonctions publiques par les lois en vigueur;

2^o — Jouir de leurs droits civiques, compte tenu des lois portant statut des Juifs;

3^o — Satisfaire aux prescriptions des lois sur les sociétés secrètes;

4^o — Avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ou aux obligations de la loi imposant un service national obligatoire;

5^o — Présenter des garanties de moralité et de bonne tenue et remplir les conditions d'aptitudes physiques nécessaires pour le service armé aux colonies;

6^o — Etre âgés de trente ans au plus, à moins de réunir à cinquante-cinq ans d'âge les conditions de service nécessaires pour l'obtention d'une pension d'ancienneté sous le régime de la caisse intercoloniale des retraites.

ART. 12. — Les élèves coloniaux de l'école nationale des eaux et forêts se recrutent :

a) Parmi les ingénieurs diplômés de l'école polytechnique ou de l'institut national agronomique;

b) Parmi les ingénieurs diplômés de l'école centrale des arts et manufactures, classés à la sortie de cet établissement dans le premier tiers de leur promotion;

Parmi les titulaires d'une licence ès sciences;

c) Parmi les anciens élèves diplômés de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale, classés à la sortie de cet établissement dans le premier tiers de chaque promotion;

d) Parmi les agents européens ou assimilés des cadres forestiers locaux réunissant au moins quatre ans de services dans leur cadre, dont trois passés effectivement aux colonies.

Le nombre maximum des candidats de chacune de ces catégories susceptibles d'être admis à l'école nationale des eaux et forêts est fixé chaque année par le secrétaire d'Etat aux colonies, en accord avec le secrétaire d'Etat à l'agriculture, sans toutefois que le nombre des candidats des catégories *b*, *c* et *d* puisse dépasser le tiers du nombre des candidats de la catégorie *a*.

ART. 13. — Les conditions d'admission et de séjour à l'école nationale des eaux et forêts des élèves coloniaux sont fixées par décret rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat aux colonies.

Pour pouvoir être admis à l'école nationale des eaux et forêts, les candidats de la catégorie *d* doivent justifier de connaissances suffisantes pour suivre utilement l'enseignement supérieur donné à cette école. A cet effet, ils doivent subir avec succès les épreuves d'un concours dont les conditions et le programme sont fixés par arrêté du secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat aux colonies.

Les candidats ne pourront être autorisés à prendre part à ce concours que sur avis conforme des chefs de colonie. La liste en sera définitivement arrêtée par le secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 14. — Les élèves coloniaux recrutés au titre des catégories *a*, *b* et *d* sont nommés directement inspecteurs-adjoints de 3^e classe lorsqu'ils ont obtenu le diplôme d'ingénieur des eaux et forêts.

Les élèves recrutés au titre de la catégorie *c* ayant obtenu ce diplôme sont nommés inspecteurs-adjoints stagiaires.

Les nominations des intéressés ont effet à dater du jour de leur sortie de l'école nationale des eaux et forêts.

ART. 15. — Les inspecteurs-adjoints de 3^e classe et les inspecteurs-adjoints stagiaires provenant de l'école nationale des eaux et forêts suivent en France, à leur sortie de cette école, des cours d'enseignement forestier colonial dans les conditions fixées par le décret du 26 novembre 1940.

Les inspecteurs-adjoints de 3^e classe qui auront obtenu à l'examen passé à l'issue de ces cours une moyenne générale au moins égale à 14 sur 20 sans note inférieure à 10 bénéficieront, au moment de leur titularisation, d'une majoration d'ancienneté d'un an.

Les inspecteurs-adjoints stagiaires qui n'auront pas obtenu à cet examen une moyenne générale au moins égale à 10 sur 20 seront licenciés sans pouvoir prétendre à pension ni à aucune indemnité de licenciement. Ceux qui rempliront les conditions prévues au paragraphe précédent bénéficieront, au moment de leur titularisation, d'une majoration d'ancienneté d'un an.

ART. 16. — A l'issue de cette période d'enseignement, l'affectation des inspecteurs-adjoints et inspecteurs-adjoints stagiaires des eaux et forêts des colonies est déterminée par les besoins du service; sous cette réserve, ceux-ci sont appelés, compte tenu des notes

obtenues tant à l'école nationale des eaux et forêts qu'au stage, à indiquer la colonie dans laquelle désirent servir.

ART. 17. — Les inspecteurs-adjoints stagiaires ainsi que les inspecteurs-adjoints de 3^e classe nommés directement à ce grade dans les conditions fixées à l'article 14 précité sont astreints à un stage colonial effectif d'une durée d'un an diminuée de la période d'enseignement prévue à l'article 15.

A l'expiration de cette période, les intéressés peuvent être titularisés dans le grade d'inspecteur-adjoint de 3^e classe sur la proposition du chef du territoire et après avis de la commission de classement prévue à l'article 20. Ceux qui ne sont pas titularisés accomplissent une seconde année de stage colonial à l'expiration de laquelle ils sont titularisés dans les formes ci-dessus indiquées ou licenciés.

Le licenciement est prononcé par le secrétaire d'Etat aux colonies après avis de la commission de classement. Les intéressés licenciés après un séjour aux colonies ont droit à l'indemnité de licenciement prévue par le décret sur la solde.

ART. 18. — Les inspecteurs-adjoints de 3^e classe et les inspecteurs-adjoints stagiaires qui, avant la nomination, n'ont pas rempli de fonctions administratives effectueront, autant que possible, à la colonie un stage de six mois en sous-ordre auprès d'un officier des eaux et forêts avant de se voir confier un poste comportant des attributions propres.

TITRE III

Avancement

ART. 19. — Les avancements en grade et en classe ont lieu exclusivement au choix.

Les avancements ne peuvent être accordés qu'aux officiers figurant sur un tableau préparé par une commission d'avancement siégeant au secrétariat d'Etat aux colonies et arrêté par le secrétaire d'Etat aux colonies dans les conditions fixées aux articles suivants.

Tout officier qui bénéficie d'un avancement hiérarchique est tenu d'accepter l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade. Tout refus peut entraîner l'annulation de l'avancement et la radiation du tableau.

ART. 20. — La commission d'avancement est nommée par le secrétaire d'Etat aux colonies; elle est ainsi composée :

Président :

Le directeur des affaires économiques de l'administration centrale ou son suppléant.

Membres :

Le directeur du personnel et de la comptabilité du secrétariat d'Etat aux colonies ou son suppléant;

Un inspecteur général ou un inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle;

Le conseiller technique pour les forêts au secrétariat d'Etat aux colonies;

Deux fonctionnaires du cadre général des eaux et forêts des colonies choisis parmi les plus élevés en grade de ceux qui sont présents en France.

Un rédacteur de l'administration centrale est attaché à la commission en qualité de secrétaire.

Les fonctionnaires du cadre général des eaux et forêts des colonies ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

Les délibérations de la commission ne sont valables que lorsque cinq de ses membres au moins sont présents.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

ART. 21. — La commission d'avancement prépare chaque année, dans le courant du mois de décembre, le tableau d'avancement après examen des titres et mérites de tous les officiers qui réuniront au cours de l'année suivante les conditions requises pour être promu au grade supérieur. Les titres et mérites sont appréciés notamment d'après les notes annuelles obtenues et les propositions établies, selon le cas, soit par les chefs de territoires, soit, pour les officiers détachés, par l'autorité compétente. Ces notes et propositions doivent être communiquées à la commission.

La liste alphabétique des officiers jugés aptes au grade supérieur est adressée par la commission au secrétaire d'Etat aux colonies avec un rapport comportant en annexe un classement des intéressés par ordre de mérite et indiquant, le cas échéant, les titres particuliers de certains d'entre eux.

Le tableau d'avancement est arrêté par le secrétaire d'Etat aux colonies et porté à la connaissance du personnel. Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau.

Si dans le courant de l'année ce tableau est épuisé, la commission peut établir un tableau complémentaire pour la même année.

ART. 22. — Pour être inscrits au tableau d'avancement, les fonctionnaires du cadre général du service des eaux et forêts doivent justifier au 1^{er} janvier de l'année considérée :

1^o — De deux années d'ancienneté soit dans la première classe du grade inférieur, soit dans la classe immédiatement inférieure du même grade;

2^o — D'une durée de services effectifs dans une colonie, depuis leur dernier avancement, au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé dans la même colonie pour l'obtention d'un congé administratif sans toutefois que cette durée soit supérieure à deux années.

ART. 23. — Le temps passé en France par les fonctionnaires du cadre général des eaux et forêts des colonies en service détaché dans les services relevant du secrétariat d'Etat aux colonies entre en compte, au point de vue de l'avancement, comme le temps passé dans une colonie dans laquelle deux ans de séjour sont exigés pour l'inscription au tableau. Ces fonctionnaires sont notés et proposés pour l'avancement par leur chef de service.

La durée du détachement est limitée à trois années consécutives et n'est susceptible d'aucun renouvellement. Les fonctionnaires détachés ne peuvent, d'autre part, bénéficier des dispositions du présent article qu'en vue d'un seul avancement.

Toutefois, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables au conseiller technique pour les forêts du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 24. — Le temps passé en mission à l'étranger compte au point de vue de l'avancement : pour les missions remplies en Europe, comme le temps passé dans une colonie dans laquelle deux ans de séjour sont exigés pour l'inscription au tableau et pour les missions remplies hors d'Europe, comme le temps passé dans une colonie dans laquelle dix-huit mois de séjour sont exigés pour cette inscription.

Les fonctionnaires du cadre général peuvent aussi, étant à la colonie, être envoyés en mission en France avec l'autorisation préalable du secrétaire d'Etat. Le temps passé dans cette position entre en compte au point de vue de l'avancement comme celui passé dans la colonie de provenance. Toutefois, ce temps ne peut excéder six mois, y compris la durée de la traversée.

Les fonctionnaires placés en service détaché dans la position de congé hors cadres pour servir dans l'administration locale d'une colonie, d'un pays sous mandat ou d'un protectorat français conservent, d'autre part, leur droit à l'avancement tel qu'il est défini aux articles précédents.

TITRE IV

Discipline

ART. 25. — Les sanctions disciplinaires applicables au personnel du cadre général des eaux et forêts comprennent une sanction du premier degré et des sanctions du second degré.

ART. 26. — La sanction du premier degré est le blâme. Il est prononcé par le chef du territoire, après que l'intéressé a été mis en demeure de présenter ses observations sur les griefs relevés contre lui.

Pour les fonctionnaires détachés en France, le blâme est infligé par le chef de service.

ART. 27. — Les sanctions du second degré sont :

- 1^o — Le déplacement d'office;
- 2^o — Le retard à l'avancement d'échelon;
- 3^o — La radiation du tableau d'avancement;
- 4^o — La mise à un échelon inférieur;
- 5^o — L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois;
- 6^o — La rétrogradation;
- 7^o — La mise à la retraite d'office;
- 8^o — La révocation pure et simple;
- 9^o — La révocation avec déchéance du droit à pension.

Ces sanctions sont prononcées par le secrétaire d'Etat aux colonies, sur rapport du chef du territoire ou du chef de service, et après avis d'un conseil de discipline.

Aucune sanction du second degré ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été mis en mesure de prendre communication, personnelle et confidentiellement, de toutes les notes, feuilles signalétiques et de tous autres documents composant le dossier.

Le fonctionnaire rétrogradé en classe ou en grade prend rang dans son nouvel emploi du jour de la décision et ne peut obtenir un avancement qu'après avoir effectué de nouveau, dans cet emploi, le temps minimum exigé pour être élevé à la classe ou au grade supérieur, sans qu'il puisse être tenu compte du temps passé antérieurement dans ces classe ou grade.

ART. 28. — Le conseil de discipline mentionné à l'article précité est composé comme suit :

Président :

Le secrétaire général du territoire ou, à défaut, un inspecteur des affaires administratives, le président du tribunal de première instance ou un magistrat d'appel.

Membres :

Deux fonctionnaires du cadre des eaux et forêts du même grade que celui du fonctionnaire déféré au conseil, ou, à défaut, d'un grade supérieur, choisis si possible parmi les fonctionnaires inscrits au tableau

d'avancement. Dans le cas où la désignation de ces fonctionnaires ne serait pas possible, il pourra être fait appel à des fonctionnaires des cadres généraux ayant une solde de présence au moins égale à celle de l'intéressé.

ART. 29. — Si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie dans laquelle le fonctionnaire inculpé est en service, le secrétaire d'Etat fixe le lieu de réunion du conseil, en détermine la composition et en désigne les membres. Il en est de même si le fonctionnaire inculpé se trouve en France. Toutefois, si les faits incriminés se sont passés dans la colonie où le fonctionnaire inculpé était affecté, le secrétaire d'Etat peut, s'il le juge nécessaire, prononcer le renvoi du fonctionnaire intéressé devant le conseil de discipline siégeant dans cette colonie.

ART. 30. — Le conseil de discipline émet un avis motivé sur le rapport du chef de service, après avoir pris connaissance, s'il en a produit, des observations écrites présentées par l'intéressé. Ce dernier doit être dûment invité à comparaître. Il a le droit de se faire assister par toute personne de son choix, sous réserve que ladite personne soit agréée par le président.

Le conseil entendu, s'il le juge utile, le chef de service. Il délibère en dehors de la présence de l'intéressé et du chef de service.

Le secrétaire d'Etat aux colonies n'est pas tenu de suivre l'avis émis par le conseil de discipline. Toutefois, sa décision, lorsqu'elle applique une sanction plus grave que celle qui est proposée par le conseil, doit être motivée.

Lorsque l'intérêt du service l'exige, le fonctionnaire peut, avant accomplissement des formalités ci-dessus prévues, être suspendu par le chef du territoire, qui en rend compte immédiatement au secrétaire d'Etat.

TITRE V

Dispositions diverses

ART. 31. — L'honorariat peut, après avis de la commission de classement, être conféré par décret aux officiers des eaux et forêts des colonies, retraités, démissionnaires ou licenciés pour raison de santé.

Par mesure exceptionnelle, l'honorariat du grade supérieur peut être décerné dans les mêmes formes aux officiers qui ont figuré, avant cessation de leurs fonctions, sur un tableau d'avancement pour ce grade.

ART. 32. — Les fonctionnaires du cadre général des eaux et forêts des colonies sont soumis, au point de vue de la pension, au régime de la caisse intercoloniale de retraites.

ART. 33. — Est abrogé le décret du 12 février 1938, ainsi que toutes les autres dispositions contraires au présent décret.

ART. 34. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 10 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

Accessoires de solde du personnel colonial

N° 728 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 15 septembre 1942 relatif aux règles d'allocation des accessoires de solde au personnel colonial.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — En dehors des cas prévus par le décret du 2 mars 1910 et les textes qui l'ont modifié, pour lesquels des arrêtés des chefs de colonie soumis à l'approbation ministérielle fixent le régime et les taux des indemnités allouées aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, il ne pourra être attribué d'indemnité ou de supplément de traitement à ces personnels au compte des budgets généraux et locaux, que par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 15 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

Médaille du mérite de l'Afrique Noire française

N° 725 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 17 septembre 1942, modifiant le décret du 26 juin 1941 relatif à la création de la médaille du mérite de l'Afrique Noire française.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret n° 1861 du 26 juin 1941 créant la médaille du mérite de l'Afrique noire;

Sur le rapport du chef du gouvernement et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er} et 2 du décret du 26 juin 1941 sont abrogés et remplacés par les suivants :

« Article Premier. — Il est créé une médaille dite médaille du mérite de l'Afrique Noire française, destinée à récompenser les actes de courage, la distinction des services et les marques de loyauté du personnel européen et indigène de toutes catégories dans les territoires de l'Afrique Noire, de la Côte française des Somalis et de Madagascar et dépendances.

« Art. 2. — La médaille du mérite de l'Afrique Noire française ne comporte ni classes ni hiérarchie. »
 « Par délégation du secrétaire d'Etat aux colonies, elle est attribuée par le haut-commissaire de l'Afrique française, le gouverneur de la Côte française des Somalis et le gouverneur général de Madagascar et dépendances, qui déterminent par arrêtés locaux, suivant les instructions du secrétaire d'Etat aux colonies, les modalités de cette attribution ».

ART. 2. — Le chef du Gouvernement et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 17 septembre 1942.

PHILIPPE PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
 Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

*Le général de corps d'armée,
 secrétaire d'Etat à la guerre,
 Général BRIDOUX.*

*Le chef du gouvernement,
 ministre secrétaire d'Etat aux affaires
 étrangères et à l'intérieur,*

Pierre LAVAL.

Indemnité de départ colonial

N° 729 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 13 octobre 1942 abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 94 du décret du 2 mars 1910 (indemnité de départ colonial).

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes subséquents;

Vu le décret du 15 septembre 1942 relatif aux règles d'allocation des accessoires de solde du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 94 du décret du 2 mars 1910 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« I. — L'indemnité de départ colonial a pour objet de dédommager les fonctionnaires, employés ou agents envoyés de France dans nos possessions d'outre-mer ou de l'une de ces possessions dans une autre, des frais supplémentaires occasionnés par ce départ (voir articles 136, 144).

« II. — Les fonctionnaires, employés ou agents qui, ayant reçu l'ordre de se rendre dans un territoire relevant du département des colonies autrement que pour l'exercice d'une mission temporaire, ont droit à cette indemnité quelle que soit leur destination à condition d'avoir séjourné six mois en France ou en Afrique du Nord, exception faite du cas où ordre leur serait donné d'embarquer par anticipation avant l'expiration de cette période de six mois.

« III. — L'indemnité de départ colonial est égale à soixante jours de solde nette de présence; elle ne peut être mandatée plus d'un mois avant la date fixée pour l'embarquement des ayants droit à destination de leur nouveau poste.

« IV. — Elle est due d'après la situation du fonctionnaire, employé ou agent et les tarifs de solde en vigueur au jour du départ. Par suite, il n'est dû aucun complément d'indemnité au cas où la situation de l'intéressé ou sa solde sont l'objet de modifications survenues après la date de son départ.

« V. — Les fonctionnaires, employés ou agents qui, après avoir perçu l'indemnité de départ colonial, ne suivent pas leur destination, doivent rembourser le montant de cette allocation, à moins qu'ils n'aient été mis dans l'impossibilité de rejoindre leur poste pour des raisons indépendantes de leur volonté. Les fonctionnaires, employés ou agents maintenus dans ce cas en possession de l'indemnité ne peuvent prétendre à une indemnité de départ colonial en cas de désignation ultérieure pour les colonies; seul peut éventuellement être dû le complément d'indemnité motivé par une modification de la solde de présence des intéressés.

« VI. — Les fonctionnaires, employés ou agents rapatriés des colonies, quelle que soit la cause de leur rapatriement, ne peuvent prétendre à une nouvelle indemnité de départ colonial en cas de nouvelles désignations pour les colonies qu'autant que la durée du précédent séjour a été d'au moins un an.

« VII. — Tout fonctionnaire rentrant en France pour convenance personnelle avant l'expiration de la période réglementaire de séjour subit sur sa solde une retenue égale à une partie de l'indemnité de départ colonial.

« VIII. — Cette partie est proportionnelle au nombre de mois restant à courir jusqu'à l'achèvement du séjour réglementaire, tout mois commencé étant considéré comme ayant été effectivement accompli. Toutefois, s'il a été rapatrié avant d'avoir accompli un séjour d'au moins un an, il reçoit, en cas de nouvelle désignation, une indemnité égale au montant de la somme reversée au titre du précédent séjour.

« IX. — Les fonctionnaires, employés ou agents qui dans le cours de leur séjour sont envoyés d'une colonie dans une autre colonie n'ont droit, du fait de cette mutation, à aucune nouvelle indemnité de départ, même si depuis leur embarquement pour la première colonie le taux de la solde de présence des intéressés a été l'objet d'une modification.

« X. — Il n'est alloué aucune indemnité de départ colonial aux fonctionnaires, employés ou agents qui, entrés en France au cours d'une période de séjour dans une colonie, retournent achever cette période de séjour.

« XI. — Tout paiement de l'indemnité de départ colonial doit faire l'objet d'une mention sur le livret de solde des intéressés ».

Fait à Vichy, le 13 octobre 1942.

Jules BRÉVIE.

Droit de préemption

N° 726 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 15 octobre 1942 rendant applicables dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française les dispositions de l'article 34 de la loi de finances du 31 décembre 1941.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 34 de la loi de finances du 31 décembre 1941;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble le décret du 25 juin 1940 érigeant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française les dispositions de l'article 34 de la loi du 31 décembre 1941 qui institue en faveur de l'administration un droit de préemption sur les immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce ou clientèle, dont elle estime le prix de vente insuffisant.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et des territoires intéressés.

Fait à Vichy, le 15 octobre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIÉ.

LOI de finances du 31 décembre 1941.

Art. 34. — Indépendamment de l'action en expertise et pendant un délai de trois mois à compter du jour où s'ouvre cette action, l'administration de l'enregistrement peut exercer au profit du trésor un droit de préemption sur les immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce ou clientèle, dont elle estime le prix de vente insuffisant, en offrant de verser aux ayants droit le montant de ce prix majoré d'un dixième.

Indemnité de zone

N° 730 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 15 octobre 1942 modifiant l'article 93 du décret du 2 mars 1910 (indemnité de zone).

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 15 septembre 1942 relatif aux règles d'allocation des accessoires de solde du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe III de l'article 93 du décret du 2 mars 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

« III. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs, chefs de colonie ou de territoire déterminent par arrêtés rendus en conseil, sous la forme d'une réglementation générale, applicable à l'ensemble du personnel intéressé, le mode et les conditions de concession de cette allocation.

« Les tarifs en sont fixés suivant la même procédure pour une année au maximum sans préjudice des modifications qu'ils pourront subir durant cette période en considération des renseignements reçus des chefs d'unités administratives au sujet du coût de la vie et des risques climatiques propres à certaines régions.

« Les fonctionnaires qui appartiennent à des cadres organisés par décret bénéficient de l'indemnité de zone telle qu'elle est fixée par arrêté des chefs de colonie pour les agents des cadres organisés par arrêtés ».

Fait à Vichy, le 15 octobre 1942.

Jules BRÉVIÉ.

Supplément de fonctions

N° 731 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 24 octobre 1942 complétant le tableau 1 annexé à l'article 90 du décret du 2 mars 1910 (supplément de fonctions du chef du service de la défense passive).

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 11 juillet 1936;

Vu le décret du 15 septembre 1942 relatif aux règles d'allocation des accessoires de solde du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau 1 annexé à l'article 90 du décret du 2 mars 1910, modifié par le décret du 11 juillet 1936, est complété comme suit :

« Chef du service de la défense passive . . . 6.000 frs. »

Fait à Vichy, le 24 octobre 1942.

Jules BRÉVIÉ.

Indemnités et gratifications pour travaux et heures supplémentaires

N° 732 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 26 octobre 1942 modifiant l'article 90 bis du décret du 2 mars 1910 (indemnités et gratifications pour travaux et heures supplémentaires).

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 15 septembre 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 90 bis du décret du 2 mars 1910 sont modifiées comme suit :

« Art. 90 bis. — Les indemnités pour travaux ou heures supplémentaires sont des indemnités allouées exceptionnellement à raison de travaux spéciaux, étrangers ou non au service normal du fonctionnaire béné-

ficiaire, et qui, sans constituer une fonction, exigent une activité excédant les obligations permanentes et ordinaires de l'emploi occupé.

« Ces indemnités sont attribuées, dans les limites et au taux maxima prévus par le tableau 1 *bis* annexé au présent décret, par des arrêtés des chefs de colonie, pays ou territoires exécutoires dès leur publication au *Journal officiel* local. En dehors des cas prévus par le tableau 1 *bis*, les arrêtés d'institution sont soumis à l'approbation préalable du ministre des colonies; un maximum général peut, en outre, être fixé par décret pour chaque colonie.

« Les indemnités prévues au présent article ne sont pas cumulables avec les indemnités de commandement ou de direction. L'indemnité de permanence n'est pas cumuleable avec les indemnités pour frais de représentation et de service.

« Des arrêtés des chefs de colonie, pays ou territoires peuvent allouer pour travaux ou heures supplémentaires des gratifications une fois données, sous la réserve que le montant global des gratifications allouées à un même fonctionnaire au cours d'une année ne dépasse pas 3.000 francs et sauf application à ce montant des règles du cumul en matière d'indemnités pour suppléments de fonctions et travaux spéciaux ou supplémentaires résultant des décrets des 20 janvier et 25 août 1935, lorsque le total de ces indemnités et des gratifications dépasse 10.000 francs pour une année. Ces gratifications sont exclusives de toute indemnité pour frais de représentation et de service ».

ART. 2. — Le tableau 1 *bis* annexé à l'article 90 *bis* susvisé est modifié comme suit :

DESIGNATION	TAUX
	francs
Indemnité de permanence par fonctionnaire du cabinet et des services	2.400,—

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1^{er} octobre 1942.

Fait à Vichy, le 26 octobre 1942.

Jules BRÉVIE.

Sociétés secrètes

N^o 741 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 décembre 1942. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 28 octobre 1942 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, la loi du 13 juin 1942 complétant les articles 2 et 3 de la loi du 13 août 1940 relative à l'interdiction des sociétés secrètes.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 13 juin 1942 complétant les articles 2 et 3 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes sont étendues aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

Toutefois, dans ces territoires l'attribution prévue à l'article 3 sera faite par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur dans les colonies autonomes. Les demandes d'attribution devront être présentées dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi à la colonie.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 octobre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le chef du gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

LOI du 13 juin 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes est complété ainsi qu'il suit :

« Cette nullité, ainsi que les mesures qui en sont la conséquence, s'étend de plein droit à tous groupements, associations, sociétés civiles ou commerciales (quelles que soient leurs forme et dénomination) dont l'objet principal ou accessoire est de permettre ou de favoriser directement ou indirectement le fonctionnement des associations secrètes, en mettant notamment à leur disposition, à titre gratuit ou onéreux, les biens meubles ou immeubles nécessaires à leur activité ».

ART. 2. — Les dispositions de l'article premier ci-dessus ont un caractère interprétatif.

ART. 3. — L'article 3 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes, déjà complété par les lois des 20 novembre 1940, 11 mars, 24 avril et 16 août 1941, est complété ainsi qu'il suit :

« Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les immeubles ainsi que les meubles meublants, pourront par décret pris sur la proposition du secrétaire d'Etat à l'intérieur et des secrétaires d'Etat intéressés, être attribués aux départements, communes, établissements publics, associations reconnues d'utilité publique ainsi qu'aux associations sportives et aux associations de jeunesse régulièrement agréées par le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, qui en auront fait la demande.

« L'attribution ne pourra préjudicier, en aucune manière, aux droits des créanciers de l'organisation dissoute. Le décret d'attribution précisera les conditions de transfert des biens de l'association dissoute au bénéficiaire, qui assumera toutes les charges grevant le ou les biens transférés. Les demandes d'attribution devront être présentées, à peine de forclusion, dans le délai de six mois à dater du 1^{er} juin 1942. Les décrets d'attribution devront intervenir avant le 31 mai 1943.

« Dans les mêmes conditions, les biens pourront éventuellement être attribués à l'Etat ».

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 13 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le chef du gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Pierre CATHALA.

Interdiction de séjour

N° 727 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 décembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 24 novembre 1942 étendant au Togo les dispositions du décret du 29 décembre 1941 réformant le régime de l'interdiction de séjour en A. O. F.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu les articles 19 et 20 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes;

Vu l'article 13 du décret du 21 avril 1935, réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu le décret du 27 avril 1941, rendant applicables au Togo certaines dispositions du décret du 11 février 1941 portant institution en Afrique occidentale française d'un code pénal indigène;

Vu le décret du 29 décembre 1941, qui rend applicable sous certaines réserves en matière de justice française et indigène en Afrique occidentale française le décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies et le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues au territoire du Togo les dispositions du décret du 29 décembre 1941 susvisé réformant le régime de l'interdiction de séjour en Afrique occidentale française.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 24 novembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu les articles 19 et 20 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes;

Vu l'article 13 du décret du 3 décembre 1931, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 11 février 1941, portant institution du code pénal indigène pour l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 octobre 1935, réformant le régime de l'interdiction de séjour;

DECRETONS :

TITRE PREMIER

Justice française

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable, en matière de justice française, en Afrique occidentale française, le décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour, sous les modifications stipulées aux articles 2 et 3 du présent décret.

ART. 2. — Les pouvoirs attribués au ministre de l'intérieur seront exercés par le gouverneur général. Le règlement d'administration publique prévu aux articles 1^{er}, 2, 3 et 5 du décret du 30 octobre 1935 sera remplacé par un arrêté du gouverneur général.

ART. 3. — L'article 4 du décret du 30 octobre 1935 est, pour l'Afrique occidentale française, ainsi modifié :

« Art. 4. — Tout individu frappé d'interdiction de séjour recevra avant sa libération, un carnet anthropométrique d'identité.

« Ce carnet devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique et soumis par lui, aux fins de visa, au commissaire de police de tout lieu où il établit sa résidence et, à défaut de commissaire de police, au commandant de la brigade de gendarmerie la plus proche ou à l'autorité désignée par arrêté du gouverneur général.

« Le visa porté sur le carnet, en application de l'alinéa précédent, n'est valable que pour une durée de deux mois. L'intéressé devra le faire renouveler avant l'expiration de ce délai.

« Toute infraction aux alinéas 2 et 3 du présent article sera punie des peines prévues par l'article 45 du code pénal. Les condamnations prononcées en application du présent article compteront pour la relégation dans les conditions prévues par l'article 4 (4^e) de la loi du 27 mai 1885 ».

TITRE II

Justice indigène

ART. 4. — Pour l'application de l'article 13 du décret susvisé du 3 décembre 1931, tout individu frappé d'interdiction de séjour recevra, avant sa libération, un carnet anthropométrique d'identité.

Ce carnet devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique et soumis par lui, aux fins de visa, au chef de la subdivision administrative de tout lieu où il établit sa résidence ou du lieu qui lui a été assigné comme résidence obligatoire et, à défaut de chef de subdivision, à l'autorité désignée par arrêté du gouverneur général.

Le visa porté sur le carnet en application de l'alinéa précédent n'est valable que pour une durée de deux mois. L'intéressé devra le faire renouveler avant l'expiration de ce délai.

Toute infraction aux alinéas 2 et 3 du présent article sera punie de la peine prévue à l'article 58 du code pénal indigène.

ART. 5. — Un arrêté du gouverneur général déterminera les conditions d'application des dispositions de l'article 4 ci-dessus du présent décret, notamment en ce qui touche la délivrance et les modalités du carnet anthropométrique d'identité ainsi que les mentions et les visas à porter sur ce carnet.

Il fixera également la date à laquelle ces dispositions entreront en vigueur et déterminera les mesures transitoires à prendre en ce qui concerne les individus en état d'interdiction de séjour à cette date.

ART. 6. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 29 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHELEMY.*

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Péréquation des tissus

ARRETE N° 4.157 S. E. du 24 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 492 S. E. C. du 4 février 1942, instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommé désignés, une caisse de péréquation et de compensation pour certaines marchandises importées en A. O. F.;

Vu l'arrêté n° 269 S. E. du 22 janvier 1942 modifié par l'arrêté n° 1986 du 3 juin 1942 fixant le régime des ventes des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique;

Vu l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920 sur la mise en application par la procédure d'urgence des actes réglementaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 3666 S. E. du 19 octobre 1942 appliquant la péréquation à certains tissus et mouchoirs de tête.

ART. 2. — Le prix de vente des tissus et mouchoirs de tête en stock, y compris ceux en entrepôt et en transit, au 1^{er} décembre 1942 et figurant dans l'une des catégories indiquées ci-dessous, est majoré de 5 frs. par mètre et par mouchoir. Cette majoration ne s'appliquera qu'à un stade de la distribution soit en gros, soit en demi-gros, soit au détail. Les tissus destinés à être vendus sous forme de confection supporteront aussi cette majoration.

La différence entre les anciens et les nouveaux prix sera versée aux caisses locales de péréquation, créées, par arrêté général du 4 février 1942 dans les conditions indiquées, pour les articles suivants :

- 1^o — Percales et shirtings;
- 2^o — Guinées et similaires;
- 3^o — Imprimés tous genres (façonnés ou non);
- 4^o — Mouchoirs de tête;
- 5^o — Tissus fabriqués partiellement avec des fils teints;
- 7^o — Tous tissus de coton pur autre que ceux repris ci-dessus;

9^o — Tissus de soie;

10^o — Tissus de laine pure ou contenant de la laine dans quelque proportion que ce soit;

12^o — Tissus de coton et de rayonne mélangés;

13^o — Tissus de coton et de soie mélangés;

67^o bis) — Mouchoirs de tête de toutes sortes confectionnés ou non.

Les numéros indiqués sont ceux de la nomenclature annexée à l'arrêté du 22 janvier 1942 modifié par l'arrêté du 3 juin 1942.

Le montant des sommes dues par chaque détenteur de stock sera calculé au vu de la déclaration établie le 1^{er} décembre 1942.

ART. 3. — Le prélèvement prévu à l'article 2 et effectué au profit de la caisse de péréquation ne rentrera pas en ligne de compte pour le calcul des pourcentages (frais généraux et bénéfiques) retenus pour déterminer le prix de vente en gros, demi-gros et détail.

Il s'ajoutera au prix homologué et devra être indiqué séparément sur les factures.

ART. 4. — La taxe de transaction sera applicable sur cette majoration.

ART. 5. — Le paiement effectif des sommes dues par chaque détenteur de stocks sera effectué d'après les déclarations de vente du mois sur le stock considéré. Ces déclarations seront adressées au président de la caisse de péréquation, accompagnées d'une copie de la déclaration de stocks des tissus considérés pour le même mois.

Toutefois dans le but de simplifier les opérations d'encaissements par la caisse de péréquation, tout détenteur dans une même colonie, d'un stock égal ou inférieur à 10.000 mètres de tissus et /ou d'unités de mouchoirs, à la date de sa déclaration du 1^{er} décembre 1942, devra acquitter le montant dû sur la totalité du stock en une seule fois, dans les 30 jours suivant la déclaration de stock du 1^{er} décembre 1942. Tout détenteur d'un stock de tissus et/ou de mouchoirs supérieur à 10.000 mètres par colonie, devra acquitter le montant dû sur une première tranche de 10.000 mètres et /ou mouchoirs par colonie, dans le premier mois suivant sa déclaration de stock du 1^{er} décembre 1942.

Pour les quantités supérieures à 10.000 mètres de tissus ou de mouchoirs ou les deux réunis, le paiement se fera mensuellement suivant les déclarations, de vente et jusqu'à concurrence du montant total dû.

ART. 6. — En cas de force majeure, incendie ou toute autre cause entraînant la perte de tout ou partie du stock déclaré, les montants dûs au titre de cette majoration, seront réduits en proportion de la perte du stock. Les sommes qui auraient été payées par anticipation sur les quantités perdues seraient remboursées par la caisse de péréquation.

ART. 7. — Le prix de vente des tissus appartenant aux catégories reprises à l'article 2 et importés après le 1^{er} décembre 1942 sera également majoré de 5 frs. par mètre ou par mouchoir.

Cette majoration entrera en ligne de compte pour le calcul des pourcentages (frais généraux, bénéfiques) retenus pour déterminer le prix de vente en gros, demi-gros, détail.

Le versement à la caisse de péréquation des sommes lui revenant devra être effectué en une seule fois dans les 30 jours qui suivront le dépôt de la déclaration d'importation.

Le service des douanes enverra au président de la caisse de péréquation un exemplaire de la déclaration d'importation.

Les importateurs devront à cet effet déposer un exemplaire supplémentaire de déclaration d'importation (consommation, entrée en entrepôt).

Les marchandises en transbordement ou en transit seront soumises aux formalités précitées dans le lieu de destination, au moment de la déclaration d'importation ou de l'entrée en entrepôt.

ART. 8. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 9. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar, le 24 novembre 1942.

P. BOISSON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 705 A. E. du 13 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./c. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 2774 du 7 août 1942 réglementant le rationnement des denrées de première nécessité en A. O. F.;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation au Togo;

Vu l'arrêté n° 667 A. E. du 29 novembre 1942 fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 667 A. E. du 29 novembre 1942 est complété comme suit :

Le ticket G donnera droit à 5 lames de rasoir pour les hommes à partir de 18 ans.

Le ticket H donnera droit à 1 savon à barbe ou à 1 tube ou boîte de crème à raser.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 13 décembre 1942.

P. SALICETI.

Cafés

ARRETE N° 709 A. E. du 15 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'avis favorable de la commission des prix en date du 5 décembre 1942;

Vu les T. O. nos 416 s. E./p. du 29 octobre 1942, 444 s. E./p. du 4 novembre 1942, 464 s. E./p. du 2 décembre 1942 et 462 s. E./p. du 4 décembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat au producteur et aux intermédiaires des différentes variétés du café sont fixés comme suit pour la campagne 1942-1943 :

CENTRES D'ACHAT	QUALITÉ "CHOIX"		QUALITÉ SUPÉRIEURE		QUALITÉ COURANTE		QUALITÉ LIMITE	
	PRIX aux intermédiaires 1/2 gros (TONNE)	PRIX aux producteurs (TONNE)	PRIX aux intermédiaires 1/2 gros (TONNE)	PRIX aux producteurs (TONNE)	PRIX aux intermédiaires 1/2 gros (TONNE)	PRIX aux producteurs (TONNE)	PRIX aux intermédiaires 1/2 gros (TONNE)	PRIX aux producteurs (TONNE)
A — Café Arabica								
Lomé	18.231	18.081	16.231	16.081	14.676	14.526	12.876	12.726
Agou	18.059	17.884	16.059	15.884	14.504	14.329	12.704	12.529
Palimé	18.023	17.848	16.023	15.848	14.468	14.293	12.668	12.493
Atakpamé	17.968	17.793	15.968	15.793	14.413	14.238	12.613	12.438
Badou	17.021	16.846	15.021	14.846	13.466	13.291	11.666	11.491
Anécho	18.149	17.974	16.149	15.974	14.594	14.419	12.794	12.619
B — Café Niaouli								
Lomé			12.528	12.378	11.328	11.178	9.528	9.378
Agou			12.356	12.181	11.156	10.981	9.356	9.181
Palimé			12.320	12.145	11.120	10.945	9.320	9.145
Atakpamé			12.265	12.090	11.065	10.890	9.265	9.090
Badou			11.318	11.143	10.118	9.943	8.318	8.148
Anécho			12.446	12.271	11.246	11.071	9.446	9.271

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 15 décembre 1942.

P. SALICETI.

Maïs

ARRETE N° 711 A. E. du 15 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 25 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 240 du 30 avril 1942 fixant à nouveau le prix nu-bascule du maïs et les prix d'achat minima à payer aux producteurs;

Vu le T. O. n° 462 s. E/P. du 4 décembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu l'avis favorable de la commission des prix en date du 5 décembre 1942;

ARRETÉ :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 249 A. E. du 30 avril 1942 fixant à nouveau le prix nu-bascule du maïs et les prix d'achat minima à payer aux producteurs.

ART. 2. — Sont fixés comme suit dans les principaux centres les prix d'achat à payer aux intermédiaires et aux producteurs :

CENTRES D'ACHAT	PRIX aux intermédiaires demi-gros (TONNE)	PRIX aux producteurs (TONNE)
Lomé	950	920
Mission-Tové	831	776
Noépé	921	866
Badja	909	854
Assahoun	899	844
Agou	855	800
Palimé	825	770
Anécho	903	848
Tsévié	915	860
Agbelouvhé	887	832
Nuatja	861	806
Atakpamé	791	736
Anié	793	738
Blitta	728	673

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 15 décembre 1942.

P. SALICETI.

Ecole professionnelle de Sokodé

N° 713 T. P. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

15 décembre 1942. — Le montant de l'allocation journalière d'entretien des élèves de l'école professionnelle de Sokodé, pour l'année 1943, est fixé à 6 francs.

L'arrêté n° 52 du 27 janvier 1940 est abrogé.

Sociétés indigènes de prévoyance

N° 714 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

17 décembre 1942. — Est fixée comme suit la quote-part à verser pour l'année 1943 par les diverses S. I. P. du territoire au fonds commun :

S. I. P. de Lomé	10.000 francs
S. I. P. de Tsévié	4.000 francs
S. I. P. d'Anécho	20.000 francs
S. I. P. d'Atakpamé	15.000 francs
S. I. P. de Klouto	8.000 francs
S. I. P. de Sokodé	10.000 francs
S. I. P. de Lama-Kara	20.000 francs
S. I. P. de Bassari	6.000 francs
S. I. P. de Mango	15.000 francs

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 715 A. E. du 17 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E/C.5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 2774 s. E. du 7 août 1942 fixant le rationnement des denrées de première nécessité en A. O. F.;

Vu les T. O. n°s 396 s. E. C. et 409 des 12 et 16 novembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant à nouveau les modalités de vente de certaines marchandises d'importation et prescrivant la déclaration des stocks de ces marchandises;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 est modifié comme suit :

PRODUITS BLOQUÉS	Conditions de vente — Rationnement	Unité de déclaration	OBSERVATIONS
<i>Au lieu de :</i>			
Conserve de viandes	Arrêté général n° 2744 du 7 août 1942	Boîte	(A)
Biscuit de mer	Débloccage mensuel : 1/6 ^{ème} du stock	Kilo net	(A)
Poivre importation		—	
Vins fins	Débloccage mensuel : 1/6 ^{ème} du stock	Hectolitre	(A)
Champagnes	Débloccage mensuel : 1/6 ^{ème} du stock	—	(A)
Mousseux	Débloccage mensuel : 1/6 ^{ème} du stock	—	(A)
<i>Lire :</i>			
Conserves de viandes	Marchandises bloquées auprès des commerçants toute opération de vente et transfert interdite	Boîte	A l'exception des stocks déduits par les savonneries.
Soude caustique	—	Kilo	
Biscuits de mer	—	—	
Poivre importation	—	—	
Vins fins, champagnes, Mousseux	—	Hectolitre	

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 17 décembre 1942.

P. SALICETI.

Autorisation de sortie

ARRETE N° 716 A. E. du 18 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'État aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C. 5 en date du 13 juillet 1942 portant délégation des pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au territoire;

Vu la décision n° 553 A. E. du 21 juillet 1942 portant interdiction de la sortie de la subdivision de Klouto de certains produits;

Sur la proposition du chef du service de l'agriculture et du chef de la subdivision de Klouto;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La sortie de l'huile de palme (neutre et commerciale), du savon indigène, du riz et des nattes de la subdivision de Klouto est subordonnée à l'octroi d'une autorisation accordée par le chef de subdivision.

ART. 2. — La décision n° 553 A. E. du 21 juillet 1942 est rapportée.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues aux chapitres I et II du titre 3 de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1942.

P. SALICETI.

Organisation administrative

ARRETE N° 733 A. P. A. du 19 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 septembre 1887 fixant les attributions des administrateurs des colonies, ensemble tous les textes modificatifs;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 443 du 8 octobre 1940 portant création d'une subdivision autonome de Mango;

Vu la lettre-avon n° 200 A. P./2 du 12 juin 1941 de M. le haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision autonome de Mango, telle qu'elle est définie par l'arrêté n° 443 du 8 octobre 1940 est transformée en cercle du même nom. Chef-lieu : Sansanné-Mango.

ART. 2. — Le cercle de Mango comprend :

1^o — La subdivision de Mango (chef-lieu Sansanné-Mango);

2^o — La subdivision de Dapango (chef-lieu Dapango).

ART. 3. — La subdivision de Mango est composée des cantons de :

Ataloté; Barkoissi; Boni; Galangashi; Gando; Kandé; Kountouré; Koumongou; Mango; Mogou; Nagbén; Nali; Paio; Pessidé; Sadori; Takpamba; Tamberma-Ouest; Tamberma-Est et Tchanaga.

ART. 4. — La subdivision de Dapango est composée des cantons de :

Biankouri; Bidjenga; Bogou; Bombouaka; Borgou; Dapango; Doukourgou; Goundoga; Kantindi; Koumdjouaré; Korbongou; Loko; Lokpano; Loto-gou; Mandouri; Nakitindi-Laré; Nakitindi-Paro; Namoudjoga; Nandoga; Nanergou; Nano; Nioukpourma; Pana; Pognon; Tamongué; Tami; Timbou et Warkambou.

ART. 5. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 443 du 8 octobre 1940, et qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1943, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 décembre 1942.

P. SALICETI.

Justice indigène

ARRETE N° 734 A. P. A. du 19 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 21 avril 1923 réorganisant la justice indigène au Togo modifié par le décret du 22 janvier 1936;
Vu l'arrêté n° 733 A. P. A. du 19 décembre 1942 portant constitution du cercle de Mango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé aux chefs-lieux respectifs des circonscriptions administratives ci-après désignées :

- 1° — Un tribunal criminel du cercle de Mango;
- 2° — Un tribunal du premier degré de la subdivision de Mango;
- 3° — Un tribunal du premier degré de la subdivision de Dapango.

ART. 2. — Les limites des ressorts territoriaux respectifs des juridictions indigènes visées à l'article 1^{er} sont celles définies à l'arrêté n° 733 A. P. A. du 19 décembre 1942 pour les circonscriptions administratives intéressées.

ART. 3. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires et qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1943 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 décembre 1942.

P. SALICETI.

Communes-mixtes

ARRETE N° 735 A. P. A. du 21 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes-mixtes au Togo, modifié par le décret du 25 septembre 1941;

Vu l'arrêté local n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la circulaire n° 991 du 7 novembre 1942 de M. le haut-commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 54, 55 et 56 de l'arrêté local n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 54. — Les recettes et les dépenses des communes-mixtes sont ordinaires et extraordinaires.

Art. 55. — Les recettes ordinaires comprennent :

1° — le produit de la contribution foncière, de la contribution mobilière, des patentes et des licences perçues sur le territoire de la commune selon les modalités et les taux fixés par le commissaire de France pour l'ensemble du territoire du Togo;

2° — le produit des taxes municipales perçues en contre-partie des services rendus, telles que les taxes de voirie, d'enlèvement des ordures ménagères, de balayage, d'inhumation et d'exhumation, d'inspection sanitaire, d'abatage, les droits de place et de marché, de stationnement ou de location sur la voie publique, de passage, mesurage, d'expédition d'actes administratifs ou d'état-civil, etc...;

3° — le produit de taxes purement fiscales perçues sur les animaux domestiques, les voitures hippomobiles ou automobiles, les cycles-car, motocyclettes, vélocipèdes, remorques, les appareils de radio, sur les spectacles, les entrées aux champs de course, vélodromes, autodromes, terrains de sport, sur les cercles et lieux de réunion, sur les locaux ou garnis destinés normalement aux voyageurs, tels que les hôtels, pensions de famille, etc...;

4° — le produit des biens mobiliers et immobiliers de la commune, des concessions dans les cimetières, des concessions d'eau ou des concessions accordées pour l'exécution des services municipaux;

5° — les subventions pour insuffisance de ressources versées par le territoire du Togo;

« Les impôts directs dont le produit revient à la commune seront perçus de la même façon que pour le budget du Territoire, sur les mêmes rôles et par les mêmes services. Les communes contribueront aux frais de fonctionnement du service de l'assiette, par l'attribution d'indemnités aux fonctionnaires qui en seront chargés.

« Les taxes municipales, purement fiscales ou perçues en contre-partie de services rendus, leur assiette, les tarifs et règles de perception sont fixés par la municipalité et approuvés par le commissaire de France en conseil.

Les recettes extraordinaires comprennent :

1° — le produit des biens communaux aliénés, des dons et legs autorisés et des autres produits extraordinaires;

2° — les subventions extraordinaires du Territoire;

3° — le produit des emprunts émis au profit de la commune.

Art. 56. — Les dépenses ordinaires sont obligatoires ou facultatives.

Les dépenses obligatoires comprennent :

1° — les frais de perception des taxes municipales et des revenus communaux;

2° — les soldes, accessoires de solde ou salaires du personnel employé ou auxiliaire de la commune; les suppléments ou indemnités alloués aux fonctionnaires qui, rétribués sur un autre budget, sont chargés d'un service communal;

3^o — les frais divers de bureau, de bibliothèque et d'impression, engagés pour le service de la commune, les frais de conservation des archives, les frais de registres de l'état-civil, de livrets de famille, de tables décennales;

4^o — les dépenses des services dont la commune-mixte a la charge: service de l'éclairage public, des eaux, de la voirie communale, des halles, marchés et abattoirs publics, des cimetières, de l'hospitalisation et de l'inhumation des indigents, etc..;

5^o — l'entretien des bâtiments et des propriétés de la commune;

6^o — les frais d'établissement et de conservation des plans d'alignement et de nivellement;

7^o — l'acquittement des dettes exigibles.

« Sont facultatives toutes les dépenses qui n'entrent pas dans l'une des catégories précédentes.

« Les dépenses extraordinaires sont celles auxquelles il est pourvu au moyen des recettes extraordinaires ».

Lomé, le 21 décembre 1942.

P. SALICETI.

Chambre de commerce du Togo

N^o 736 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le :

21 décembre 1942. — Est approuvé le budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1943, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Trois cent quarante mille deux cent vingt francs (340.220 frs.).

Commune-mixte de Lomé

ARRETE N^o 738 F. du 23 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n^o 535 F. du 29 septembre 1942 autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer en 1943 des centimes additionnels au principal des contributions directes et lui attribuant certaines recettes;

Vu l'arrêté n^o 735 A. P. A. du 21 décembre 1942 portant réorganisation financière des communes-mixtes au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n^o 535 F. du 29 septembre 1942 autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer en 1943 des centimes additionnels au principal des contributions directes et lui attribuant certaines recettes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1942.

P. SALICETI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Promotion

Par arrêté n^o 712 F./Pel du :

15 décembre 1942. — Est promu dans le personnel des cadres locaux européens du Togo, pour compte du 1^{er} janvier 1943 :

AGRICULTURE

Au grade de conducteur de 1^{re} classe des travaux agricoles et forestiers.

Horard Gustave, conducteur de 2^e classe.

Services militaires

Par arrêté n^o 706 F./Pel du :

14 décembre 1942. — Il est attribué à M. Paul Pierre, inspecteur-adjoint de 3^e classe du cadre local de la police du Togo, un rappel d'ancienneté de 11 mois 3 jours correspondant à la période de service militaire légal qu'il a effectivement accomplie.

PERSONNEL INDIGÈNE

Agents auxiliaires

Nominations

Par décision n^o 868 F./Pel du :

15 décembre 1942. — Le nommé Atayi Joseph Ayité est engagé en qualité d'agent auxiliaire stagiaire.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de deux cent cinquante francs (250 frs.) et aux avantages accordés aux agents auxiliaires régis par le règlement du 1^{er} mai 1939.

Démission

Par décision n^o 889 F./Pel du :

22 décembre 1942. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} janvier 1943, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Assafo Andréas.

Révocations

Par décision n^o 869 F./Pel du :

15 décembre 1942. — L'agent auxiliaire Silivi Avissé est révoqué de son emploi pour compter du 10 novembre 1942 pour abandon de poste.

Par décision n^o 874 F./Pel du :

16 décembre 1942. — L'agent auxiliaire Tossou Louis est révoqué de son emploi pour compter du 8 novembre 1942 pour absence irrégulière.

DIVERS**Agents d'affaires**

Par décision n° 864 A. P. A. du :

11 décembre 1942. — Sont autorisés à exercer la profession d'agent d'affaires les personnes dénommées ci-après :

Aquéréburu (Krauss, Moses), né vers 1893 à Anécho, quartier Djamadji, domicilié à Lomé, quartier n° 9, rue de Paris, fils de Florencio Aquéréburu et de Koyé.

Figah (Klou, Joseph), né vers 1908 à Agouévé, domicilié à Tsévié (cercle de Lomé), fils de feu Figah Amétépé et de Emilie Adjonsi.

Ecole professionnelle de Sokodé

Par arrêté n° 737 T. P. du :

22 décembre 1942. — Le nombre maximum d'élèves à admettre en 1943 à l'école professionnelle de Sokodé est fixé à douze.

Par décision n° 887 T. P. du :

22 décembre 1942. — Sont reçus aux examens de fin d'études et diplômés de l'école professionnelle de Sokodé les élèves de 4^e année ci-dessous désignés par ordre de mérite :

- 1^o — Seydou Amadou, section bois;
- 2^o — Sidibé Salifou, section maçonnerie;
- 3^o — Namoro, Gazaro, section bois;
- 4^o — Tontondjiné Adjoua, section maçonnerie;
- 5^o — Nabirma Nadji, section fer;
- 6^o — Kouassi Etienne, section fer;
- 7^o — Nabirma Djawari, section maçonnerie.

Par décision n° 888 T. P. du :

22 décembre 1942. — Sont admis, comme élèves de 1^{re} année à l'école professionnelle de Sokodé, les candidats dont les noms suivent :

Samarou Michel, de l'école régionale de Sokodé;
Maman Tchédre Kassim, de l'école régionale de Sokodé;

Alfa Gama, de l'école régionale de Sokodé;
Djonda Badakao Djao, de l'école régionale de Sokodé;

Madjéjé Issifou, de l'école régionale de Sokodé;
Nadja Paul, de l'école régionale de Sokodé;

Moussa Seydou, de l'école régionale de Sokodé;
Lawson Teyi, de l'école régionale d'Anécho;

Johnson Edouard, de l'école régionale d'Anécho;
Azogba Rigobert, de l'école régionale d'Anécho;

Témkpo Kossi Mathias, de l'école régionale de Palimé;

Apédo Komi Simon, de l'école régionale de Palimé.

Enseignement**Certificat d'études primaires élémentaires**

MODIFICATIF à la décision n° 788 E. du 28 octobre 1942.

Au lieu de :

Atakpamé, le 26 novembre,

Lire :

Atakpamé, le 18 décembre.

Le reste sans changement.

Surveillance des prix

Séance du 9 Décembre 1942

S. C. O. A.

	Frcs.
Savon pain de 830 grammes — Le pain . . .	10,05
Savon pain de 417 grammes — Le pain . . .	5,05
Savonnette pain — Le pain	3,35
Savon pain de 850 grammes — Le pain . . .	10,05
Savon pain de 406 grammes — Le pain . . .	5,05
Savonnette pain — Le pain	3,35

Cie. F. A. O.

Lait Mont Blanc non sucré — La boîte . . .	11,50
Lait concentré sucré Nestlé — La boîte . . .	14,50

Séance du 12 Décembre 1942

S. C. O. A.

Ciment artificiel — Le sac de 50 kgrs. . . .	82,85
--	-------

Cie F. A. O.

Farine marocaine — Le kilogramme	8,85
Tapioca — Le kilogramme	3,80

Séance du 23 Décembre 1942

Cie. F. A. O.

Fourragères laquées n° 150 — La pièce . . .	62,—
Attelage C. — La pièce	79,30
Avions n° 220 — La pièce	79,30
Avions n° 110 — La pièce	62,—
Chevaux 1.000 — La pièce	223,10
Chevaux 1.100 — La pièce	161,15
Rhum — Le litre nu	76,—

Terrain domanial

Par décision n° 865 DOM. du :

12 décembre 1942. — Sont approuvés les plans d'incorporation aux emprises de la gare de Mésanplaka, d'une parcelle de terrain destinée à la construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation, tels qu'ils sont annexés à la présente décision.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1219, déposée le 17 décembre 1942 la dame Maria Ahlokoba Kwanvi profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en

qualité de propriétaire, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel est édiflée une construction à usage d'habitation, en terre de barre, couverte en tôles ondulées d'une contenance totale de un are quatorze centiares (1 are 14 ca) situé à Lomé, cercle de Lomé borné au nord par Atoukoui Kwamba Kwanvi, au sud par Quist, à l'est par la rue de Kamina et à l'ouest par Amouzou Gbenyo.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière
J. SERANT.